

Besançon, le 14 juin 2022

**Direction** Santé Publique  
**Département** Prévention Santé Environnement  
Affaire suivie par : Simon BELLEC  
Didier ROLLET  
Courriel : [simon.bellec@ars.sante.fr](mailto:simon.bellec@ars.sante.fr)  
[didier.rollet@ars.sante.fr](mailto:didier.rollet@ars.sante.fr)  
Téléphone : 03 84 58 82 46 / 03 39 59 50 75  
Réf. : 2022/SB-DR/01  
PJ : Néant

**Le directeur général de l'agence régionale  
de santé Bourgogne – Franche-Comté**

**A**

**Monsieur le Directeur  
Direction départementale des territoires  
Service Eau, Risques, Nature, Forêt  
5, voie Gisèle HALIMI  
BP 91169  
25003 BESANÇON CEDEX**

**Objet : Plan de Gestion Pluriannuel des Opérations de Dragage sur le Canal du Rhône au Rhin (PGPOD CRR)**

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-après mes observations dans le cadre du projet de PGPOD déposé par Voies navigables de France.

Pour ce qui concerne l'Agence Régionale de Santé, l'attention porte sur la protection des masses d'eau brute captée pour l'alimentation en eau potable. Je note que la plupart des remarques formulées lors de la consultation effectuée en amont du dépôt de dossier ont été prises en considération.

**1.Prise en compte de l'enjeu de préservation de la qualité de l'eau captée**

Dans son résumé non technique, le pétitionnaire indique que « l'impact des travaux de dragage sur la santé est jugé négligeable, étant donné les courtes durées d'exposition potentielles et les travaux, les mesures de surveillances mises en place et la bonne qualité chimique globale des sédiments ».

Je note que lors des échanges préalables, le pétitionnaire s'est engagé à étudier, avec l'ARS, la possibilité de mener un test sur une opération de dragage ou de restitution qui aurait lieu à proximité d'un captage pour faire des mesures (en continu ou ponctuelles). Cette possibilité est évoquée dans le dossier au titre de la réduction d'impact (p 137/152) : « Mesures spécifiques de suivi de la qualité de l'eau pour les captages AEP situés à moins de 50 m de la zone de dragage (R) » et dans la pièce N°6 : « Moyens de surveillance et d'intervention ».

Le dossier renvoi vers la mise en place d'études d'incidences qui seront « communiquées » à la DDT deux mois avant la réalisation des opérations de dragage » (p 113/251), mais pas forcément aux services concernés (ARS ou encore le SAGE Allan). Je précise que dans son avis du 25 mai 2022, la commission locale de l'eau du SAGE de l'Allan a demandé notamment à ce que des mesures de protection soient mises en œuvre pour les captages d'eau potable.

**2. Préconisations et avis**

Les préconisations suivantes devront être prises en compte dans l'arrêté d'autorisation et communiquées par ailleurs spécifiquement à l'exploitant.

Il s'agit :

- D'identifier, en lien avec l'ARS, les ouvrages de captage sensibles (de nappe alluviale) au regard de la qualité des sédiments et des opérations de dragage ;
- De mettre en place en amont, si l'ARS le juge nécessaire, au droit d'un captage sensible, une étude spécifique permettant de statuer sur l'incidence des opérations de dragage sur la qualité des eaux captées (suivi qualitatif des micropolluants) ;
- De mettre en place des barrières anti-MES systématique à l'amont et au droit des ouvrages d'un captage sensible ;
- De communiquer, pour les captages sensibles, les fiches d'incidence pour avis préalable à l'ARS et au SAGE Allan (le cas échéant) dans les 2 mois avant mise en œuvre des opérations de dragage ;
- De communiquer les bilans annuels à l'ARS et au SAGE de l'Allan ;
- D'informer les exploitants des ouvrages de captage concernés 15 jours avant le démarrage des opérations ;
- De procéder à une gestion à terre des sédiments à risques (seuil > S1).

Par ailleurs, à des fins de préservations des masses d'eau et tel que cela a été évoqué lors des échanges techniques préalables, je demande :

- A ce qu'aucune valorisation agronomique des sédiments ne soit engagée dans les périmètres de protection de captages ;
- A ce que la restitution des sédiments au droit des berges ne soit pas mise en œuvre en amont immédiat et au droit des périmètres de protection des captages sensibles ;
- A ne pas engager de stockage à terre des sédiments au droit des périmètres de protection et captages d'intérêt.

Je note enfin, pour les unités hydrographiques cohérentes situées en aval de Montbéliard (avec forte charge polluante sédimentaire) que le pétitionnaire réalisera des analyses complémentaires sur les eaux interstitielles des sédiments à l'aval de Montbéliard, sur les paramètres métaux lourds, HAP et PCB, pour pouvoir juger du potentiel de dispersion de ces éléments chimiques dans l'eau lors d'une opération de dragage. L'ARS (UTSE NFC) sera consulté en amont sur les paramètres à analyser. Par ailleurs, comme les limons de la fosse 12-14-2 présentent une forte odeur d'hydrocarbures (au niveau des usines de Sochaux), je souhaite qu'une restitution hors de cette fosse soit engagée.

Sous réserve de la prise en compte de ces éléments, j'émetts un avis favorable au projet présenté.

Pour le Directeur général,  
L'adjoint au Directeur de la santé publique  
et Chef du Département prévention santé environnement,



Eric LALAUERIE